

La politique énergétique française ne doit pas se faire à la corbeille

La fusion entre Suez et Gaz de France, qui fragilise l'entreprise publique, va à l'encontre de l'intérêt national

Naguère, la France manquait de ressources énergétiques sur son territoire, mais elle avait une politique de l'énergie. Aujourd'hui - hormis le nucléaire -, l'Hexagone n'a toujours pas de ressources énergétiques en propre et elle n'a plus de politique de l'énergie.

On a dit que la politique de la France ne se faisait pas à la corbeille. Celle de l'énergie ne peut pas s'y faire davantage. Il y a moins d'un an, on ouvrait le capital de Gaz de France (GDF). Pourtant, l'entreprise, largement bénéficiaire, n'avait nul besoin particulier de financement pour ses activités en France et il lui était toujours loisible de s'associer dans une filiale à des partenaires extérieurs pour ses développements à l'étranger. Récemment encore, 15 % du capital d'EDF ont été introduits en Bourse. On a invoqué notamment des besoins de financement. Mais, d'une part, ces besoins correspondent en partie à des investissements à l'étranger qui n'ont peut-être pas toujours été d'une utilité évidente, d'autre part, et surtout, l'Etat ne saurait se dérober toujours à ses obligations d'actionnaire. Sinon, comment ces 15 %, maximum d'abandon de sa part, pourront-ils constituer un maximum intangible ?

Pour EDF et pour GDF, les promesses les plus solennelles ont été faites que les participations de

l'Etat ne diminueraient pas au-dessous de certains pourcentages. Pour GDF, il s'agissait de 70 %. Avec le rapprochement avec Suez, on ne parle plus que de 34 %. L'Etat se leurre et nous leurre s'il n'a rien trouvé de mieux que ces pourcentages pour sauvegarder l'essentiel. Ceux-ci ne sont que barrières de papier dès lors que des opérations boursières à venir ou le refus de l'Etat d'assumer ses obligations pour de futurs investissements les feront mettre à bas. Dans l'évolution de la situation du gaz et de l'électricité en France, on invoque tantôt Bruxelles, tantôt l'intérêt national. Mais Bruxelles n'a jamais rien compris à l'énergie, n'ayant de cesse d'affaiblir et de découper en tranches - de la production à la distribution - les entreprises européennes, dans des exercices technocratiques et idéologiques, pour s'apercevoir, tout récemment, que la première question est dans l'insuffisance croissante, à l'avenir, des ressources énergétiques de l'Europe.

Ici, on invoque l'intérêt national. Mais c'est un faux semblant. Suez est parfaitement estimable et trouve sans doute son compte dans cette sorte d'offre publique d'achat (OPA) sur GDF. Mais ce groupe, qui est franco-belge depuis son rapprochement avec la Société générale de Belgique, n'a pas pour finalité l'intérêt général et il est permis de se demander s'il est d'intérêt national de le proté-

**FRANCIS
GUTMANN**

ger contre une OPA au demeurant européenne (tandis que rien n'a été fait, il y a quelques années, pour éviter que Pochiney et son aluminium ne se perdent dans le giron d'Alcan). Et est-ce bien d'intérêt national de fragiliser GDF en l'exposant à tous les aléas d'un groupe dont la majorité des actionnaires poursuivra des buts qui ne seront pas d'intérêt général et

*« Bruxelles
n'a jamais rien
compris
à l'énergie,
n'ayant de
cesse d'affaiblir
et de découper
en tranches
les entreprises
européennes »*

dont le gaz ne sera qu'une composante parmi d'autres ?

Est-ce l'intérêt national de renforcer par ce rapprochement un concurrent d'EDF en France et en Europe ? Et tous les MM. Dupont qui, actionnaires, se réjouiraient d'éventuelles plus-values à venir

ne risquent-ils pas de déchanter demain en tant que consommateurs ?

La question n'est pas idéologique, secteur privé ou secteur public. L'étendue et les formes de ce dernier sont nécessairement appelées à varier en fonction des pays et selon les données économiques de l'époque. Ainsi, par exemple, il ne s'imposait sans doute plus d'avoir, avec Air France, une compagnie publique aéronautique.

A chaque fois, la vraie question est de déterminer les secteurs-clés, ceux qui sont vitaux pour le bon fonctionnement de la société et de l'économie, et de savoir choisir la meilleure façon d'y servir un intérêt général et un intérêt national qui en l'occurrence se confondent. S'agissant de l'énergie, en particulier du gaz et de l'électricité (avec, en outre, pour celle-ci, ses connexions avec la filière nucléaire), une politique ne peut pas se faire de coups successifs. Energies traditionnelles comme énergies nouvelles, il faut une vision d'ensemble, de la continuité et la maîtrise de bons instruments. Il est grand temps, il est urgent de réfléchir de nouveau, comme on le fit naguère, à une véritable politique de l'énergie et de s'en tenir ensuite à ses conséquences, sans céder à des circonstances occasionnelles et hors tout effet d'annonce. ■

Francis Gutmann est président d'honneur de GDF.